



**Catherine Fraixe,
Lucia Piccioni et
Christophe Poupault (dir.)**

Vers une Europe latine
Acteurs et enjeux
des échanges culturels entre
la France et l'Italie fasciste



**Catherine Fraixe,
Lucia Piccioni et
Christophe Poupault (dir.)**

Vers une Europe latine
Acteurs et enjeux
des échanges culturels entre
la France et l'Italie fasciste

Introduction

Catherine FRAIXE et Christophe POUPAULT

« – Italie, ô ma sœur, dit la France, rappelle-toi, comme, au temps de la Rome antique, pour veiller au salut de l’Empire, contre les Barbares, dans tes légions, mes ancêtres, les Gaulois, montèrent la garde au Rhin !... »

Aujourd’hui, nos fils, aux marches de l’Est, entendent à nouveau des fanfares guerrières et de menaçantes clameurs...

[...]

Notre amitié assurerait la paix de l’Europe :
tu n’as point d’autre volonté, je le sais et tel est notre désir !... »

Dessort, C.-R., « L’idée Latine »,
in *L’Idée Latine. Revue hebdomadaire*,
n° 1, 5 octobre 1933, p. 1.

Cet ouvrage collectif se propose d’examiner le rôle central que jouèrent les acteurs culturels dans le rapprochement entre la France et l’Italie fasciste, dont les accords de Rome de janvier 1935 furent le point culminant, ainsi que les multiples formes que prit durant les années 1930 la célébration de la « latinité » qui était censée unir les deux nations.

Le rôle primordial donné à la « culture » dans cette construction politique découle d’un ensemble de présupposés. Il était en effet postulé que les productions culturelles exprimaient les valeurs propres à une communauté. Elles témoignaient de la continuité d’une tradition, qui fondait une communauté de destin. Le terme de latinité désignait de son côté un lien de parenté entre des peuples présentés comme les héritiers de l’Empire romain. « Pourquoi ne pas concevoir un *pacte de famille* nouveau ? », écrivait Charles Maurras au début des années 1950, alors que du fond de sa prison il militait encore pour une union des peuples latins, contre l’internationalisme de l’immédiat après-guerre¹.

Extraite d’une revue de propagande, *L’Idée Latine*, créée en octobre 1933, la citation placée ici en exergue montre comment un mot-clé du fascisme italien – « l’Empire » – pouvait se fondre dans un discours sur les fondements historiques de ce rapprochement entre deux « nations sœurs ». Soutenant un point de vue ouvertement fasciste, cette publication française abordait la latinité sous différents aspects : le premier numéro par exemple comprenait un poème de l’académi-

¹ Maurras, C., *Soliloque du prisonnier*, Paris, L’Hermé, [1963] 2010, p. 29.

cien Pierre de Nolhac (« Roma Æterna ») ; une description des militaires et miliciens qui donnaient à Rome son « panache » (« L'An XI à Rome ») ; « Les X commandements de la femme latine » ; un compte rendu d'une *Exposition des Artistes italiens de Paris* organisée à la galerie Charpentier ; un éloge de « La latinité en Algérie » par le directeur honoraire de l'Intérieur et des Beaux-Arts au Gouvernement général d'Algérie ; un hommage posthume au critique d'art italien Ricciotto Canudo, qui avait créé à Paris, à la veille de la Grande Guerre, une célèbre revue nationaliste, *Montjoie !*, et avait rêvé d'un groupement des « Races Méditerranéennes », etc. Comme on le voit, la palette était large. En outre, cette campagne se déploya très au-delà de ce type de publications aux objectifs propagandistes avoués. D'innombrables textes parus dans des revues culturelles ainsi que de très nombreuses manifestations artistiques diffusèrent inlassablement le même message. Tous les partisans français d'une entente franco-italienne ne partageaient pas, il est vrai, l'adhésion sans faille aux ambitions de l'Italie fasciste qu'exprimait *L'Idée Latine*. Mais la latinité était une notion suffisamment flexible pour rallier de nombreux secteurs de la société.

Depuis la Libération, pourtant, le silence sur la participation des artistes et des hommes de lettres aux campagnes à grande échelle qui furent organisées entre les deux guerres mondiales pour convaincre les esprits du bien-fondé d'un rapprochement franco-italien est presque total. Lors de la polémique suscitée par le livre de Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France* (1983), il n'en fut pas question². De même, les débats autour de la question de l'existence d'un « fascisme français » qui suivirent se concentrèrent sur des problématiques plus politiques que culturelles³. En 1986, un ouvrage dirigé par Jean-Baptiste Duroselle et

² Sternhell, Z., *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, quatrième édition augmentée, Paris, Gallimard, collection Folio-histoire, [1983] 2012.

³ Sur les termes de ce débat, voir Soucy, R., « The Nature of Fascism in France », in *Journal of Contemporary History*, n° 1, 1966, p. 27-55 ; Winock, M., « Fascisme à la française ou fascisme introuvable ? », in *Le Débat*, n° 25, mai 1983, p. 34-44 ; Berstein, S., « La France des années trente allergique au fascisme. À propos de Zeev Sternhell », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 2, avril-juin 1984, p. 83-94 ; Julliard, J., « Sur un fascisme imaginaire : à propos de Zeev Sternhell », in *Annales ESC*, juillet-août 1984, p. 849-859 ; Sternhell, Z., « Sur le fascisme et sa variante française », in *Le Débat*, novembre 1984, p. 28-51 ; Burrin, P., « La France dans le champ magnétique des fascismes », *ibid.*, n° 32, novembre 1984, p. 52-72 ; Berstein, S., « L'affrontement simulé des années trente », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 5, janvier-mars 1985, p. 39-53 ; Costa Pinto, A., « Fascist Ideology Revisited : Zeev Sternhell and His Critics », in *European History Quarterly*, octobre 1986, p. 465-483 ; Wohl, R., « French fascism, both right and left : Reflections on the Sternhell controversy », in *The Journal of Modern History*, vol. 63, n° 1, mars 1991, p. 91-98 ; Bingham, J., « Defining French Fascism, Finding Fascists in France », in *Canadian Journal of History*, 29/3, 1994, p. 525-543 ; Soucy, R., « Functional Hating : French Fascist Demonology between the Wars », in *Contemporary French Civilization*, été-automne 1999, p. 158-176 ; Dobry, M. (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003 ; Berstein, S., « Pour en finir avec un dialogue de sourds », in *Vingtième*

Enrico Serra, *Il vincolo culturale tra Italia e Francia negli anni trenta e quaranta*, met en lumière la richesse des échanges culturels franco-italiens dans les années 1930⁴. Mais ce remarquable volume d'essais ne donna pas lieu aux travaux qu'il semblait annoncer. Les recherches sur la présence culturelle française en Italie fasciste restent peu abondantes⁵ et les études sur l'art en France durant l'entre-deux-guerres méconnaissent les implications politiques de cette fraternité latine, qui n'est mentionnée que dans quelques textes isolés⁶. Les volumes et catalogues d'exposition traitant des Italiens de Paris demeurent tout aussi peu prolixes sur la politique artistique du régime fasciste⁷. Et si des travaux récents permettent de mieux comprendre la propagande de Mussolini à l'étranger, ils laissent dans l'ombre l'idée supranationale de latinité⁸.

Siècle. Revue d'histoire, n° 95, juillet-septembre 2007, p. 243-246. Voir aussi l'analyse de cette controverse dans Sternhell, Z., « Préface. Morphologie et historiographie du fascisme en France », in *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, op. cit., p. 11-166. Depuis quelques années, Roger Griffin propose un « nouveau consensus » qui permettrait aux historiens d'unifier leurs démarches et de clarifier leurs concepts : Griffin, R., « Consensus ? Quel consensus ? Perspectives pour une meilleure Entente entre spécialistes francophones et anglophones du fascisme », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 108, octobre-décembre 2010, p. 53-69.

⁴ Duroselle, J.-B. et Serra, E. (dir.), *Il vincolo culturale tra Italia e Francia negli anni trenta e quaranta*, Milan, Franco Angeli, Istituto per gli studi di politica internazionale, 1986.

⁵ Guillen, P., « La politique culturelle de la France en Italie pendant les années 1918 à 1922 », in *Relations internationales*, n° 25, printemps 1981, p. 67-85 ; De Marco, G., « Parigi sul Tevere : indagine sui rapporti tra l'Accademia di Francia e la cultura romana negli anni Venti e Trenta del Novecento », in *L'Académie de France à Rome aux XIX^e et XX^e siècles. Entre tradition, modernité et création*, actes du colloque organisé par Claire Chevrolet, Jean Guillemain, Annick Lemoine, Christophe Leribault et Cécile Reynaud à Rome – Villa Médicis, les 25-27 septembre 1997, Paris, Somogy Éditions d'Art, 2002, p. 125-134 ; « À l'école de toute l'Italie ». *Pour une histoire de l'École française de Rome*, textes réunis par Michel Gras, Rome, École française de Rome, 2010 ; Iraci, S., *Au pied du Vésuve. Les premières années de l'Institut français de Naples. 1919-1940*, thèse de doctorat, université de Paris 3-Sorbonne nouvelle, 2011 ; Renard-Foultier, R., *L'Académie de France à Rome (1921-1971). Des artistes et une institution garants de la tradition classique face à la modernité*, thèse de doctorat, université Paris IV-Sorbonne, 2012.

⁶ Voir en particulier Braun, E., « Leonardo's Smile », in Lazzaro, C. et Crum, R. J. (eds.), *Donatello among the blackshirts. History and modernity in the visual culture of Fascist Italy*, Ithaca, Cornell University Press, 2005, p. 173-186.

⁷ Voir par exemple Fagiolo dell'Arco, M. (dir.), *Les Italiens de Paris. De Chirico e gli altri a Parigi nel 1930*, cat. expo., Brescia, Palazzo Martinengo, 18 juillet-22 novembre 1998, Genève-Milan, Skira, 1998 et Pirani, F. (dir.), *Il futuro alle spalle : Italia, Francia, l'arte tra le due guerre*, cat. expo., Rome, Palazzo delle esposizioni, 22 avril-22 juin 1998, Rome, De Luca, 1998.

⁸ Voir en particulier Petrocchi, F., *Tra nazionalismo e cosmopolitismo : « Dante » (1932-1940) : una rivista italiana di poesia a Parigi*, Naples, Edizioni Scientifiche Italiane, 2000 ; Matard-Bonucci, M.-A., « Enjeux de la diplomatie culturelle fasciste : de l'Italien à l'étranger à l'Italien nouveau », in Roche, F. (dir.), *La culture dans les relations internationales*, Rome, École française de Rome, 2002, p. 163-178 ; Cuzzi, M.,

Or rien n'était plus répandu dans l'entre-deux-guerres que cette « idée latine » ou celle, qui en était la version géographiquement circonscrite, d'une mythique Méditerranée supposée rassembler les peuples jadis unis au sein de l'Empire romain. La propagande culturelle ne put se saisir de ce mythe consolidé par plusieurs épisodes historiques et en particulier la Grande Guerre que parce qu'il était devenu un lieu commun. La difficulté à percevoir la portée et les multiples ramifications de ce mythe fédérateur tient à des raisons de deux ordres au moins. D'une part, la faible prise en considération du rôle des productions symboliques dans la construction de l'objet complexe qu'est le fascisme, alors même que l'historien George Mosse a pu définir ce dernier comme un projet de « révolution culturelle », a conduit à négliger le domaine, pourtant crucial, de la culture, entendue comme un champ d'action à part entière. De l'autre, le mince intérêt pour la dimension transnationale des productions culturelles a contribué à détourner l'attention d'un concept qui dessine un cadre plus large que celui de la nation. Plus vaste encore que celui de romanité, le mythe de la latinité, tout en s'appuyant sur l'héritage du monde antique, désigne en effet un processus au terme duquel serait reconstituée l'unité de la civilisation latine. Pour la France et l'Italie, néanmoins, la latinité constituait un enjeu particulier, dans la mesure où une véritable parenté culturelle, unique en Europe et qu'évoque l'expression de « sœurs latines », était censée exister entre les deux peuples.

Avant de préciser les objectifs et les modalités d'action des promoteurs de la latinité durant la période fasciste, il est utile de revenir sur l'histoire de ce concept pour en comprendre les enjeux.

L'Internazionale delle Camicie nere. I CAUR 1933-1939, Milan, Mursia, 2005 ; Cavarocchi, F., *Avanguardie dello spirito. Il fascismo e la propaganda culturale all'estero*, Rome, Carocci, 2010 ; Meazzi, B., *Le Futurisme entre l'Italie et la France 1909-1919*, Chambéry, université de Savoie, 2010. Des recherches récentes se sont cependant intéressées à ce concept de latinité : voir notamment Pomeyrols, C. et Hauser, C. (dir.), *L'Action française et l'étranger. Usages, réseaux et représentations de la droite nationaliste française*, Paris, Budapest, Turin, L'Harmattan, 2001 ; Dard, O. et Grunewald, M. (dir.), *Charles Maurras et l'étranger – L'Étranger et Charles Maurras. L'Action française – culture, politique, société II*, Berne, P.I.E. Peter Lang, 2009 ; Marker, E., « Locating latinité : race, religion and historical consciousness in nineteenth-century France », mémoire, université de Chicago, mars 2009. Sur son utilisation dans les relations franco-italiennes, voir Amotz, G., *Écrivains étrangers à Paris et construction identitaire supranationale : le cas de la panlatinité, 1900-1939*, thèse de doctorat, EHESS/CSE, 2010 ; Fraixe, C., *Art français ou art européen ? L'histoire de l'art moderne en France : culture, politique et récits historiques (1900-1960)*, thèse de doctorat, EHESS, 2011 ; Poupault, C., *À l'ombre des Faisceaux. Les voyages français dans l'Italie des Chemises noires (1922-1943)*, thèse de doctorat, université de Paris Ouest-Nanterre-La Défense, université de Rome-La Sapienza, 2011.

Latinité

À la fin du XVIII^e siècle, les récits des invasions barbares réactualisèrent le partage que la catégorie d'Occident avait opéré de longue date entre la « civilisation » romaine et la « barbarie »⁹. Au lendemain de la disparition de Saint Empire romain germanique sous les coups des armées napoléoniennes, les frères Schlegel allaient renverser ce modèle interprétatif en faisant de l'histoire de la guerre entre Germains et Romains celle des peuples libres contre la tyrannie (française). Dans la France de la Restauration, ramenée à ses frontières par le Congrès de Vienne, les romantiques s'employèrent, écrivait par antiphrase Victor Hugo, évoquant l'image « d'une nouvelle *invasion de barbares* », « à substituer on ne sait quelle littérature étrangère, puisée dans nos traditions et dans nos croyances, à cette littérature si française et si chrétienne qui n'a de dieux que ceux de l'Olympe, de héros que ceux de Rome et de la Grèce »¹⁰. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, le roman national allait ainsi associer la domination romaine à l'influence néfaste d'un pouvoir exogène.

Une véritable réflexion sur les langues dérivées du latin ne prit forme que dans la deuxième décennie du XIX^e siècle, dans le cercle où évoluait Madame de Staël. L'expression de « langues latines » apparut pour la première fois dans *De l'Allemagne* (1810) où étendant le modèle élaboré par les frères Schlegel, Germaine de Staël rapportait « l'origine des principales nations de l'Europe à trois grandes races différentes : la race latine, la race germanique et la race esclavonne »¹¹. L'expression de « langues romanes », forgée à partir du mot « roman » qui désignait en provençal la langue parlée dans le Midi de la France, fut employée par Jean-Charles Simonde de Sismondi dans *De la littérature du Midi de l'Europe* (1813), puis par le philologue François Raynouard dans le premier tome de son *Choix des poésies originales des troubadours* (1816). Il y traitait du provençal, langue primordiale d'où seraient issues les autres langues déri-

⁹ Sur l'importance du récit des « invasions barbares » dans le domaine de l'histoire de l'art, voir Michaud, É., « Barbarian Invasions and the Racialization of Art History », in *October*, n° 139, hiver 2012, p. 59-76.

¹⁰ Hugo, V., « Éloa ou la sœur des anges », in *La Muse française*, n° 11, mai 1824, repris in *Œuvres complètes*, édition chronologique publiée sous la direction de Jean Massin, Le Club français du livre, 1967, t. II, p. 452.

¹¹ De Staël, G., *De l'Allemagne*, Paris, Garnier Flammarion, 1968, p. 45. L'ouvrage, pionné en 1810, ne paraîtra, en français, qu'en 1813. Madame de Staël précisait cependant que « la civilisation des Esclavons », plus récente, se contentait d'imiter des modèles étrangers, comme le modèle français (*ibid.*, p. 46). Sur ce texte, voir Pommier, É., « Notes sur l'histoire de l'idée latine », in *La Latinité en question*, publication du colloque international tenu à Paris du 16 au 19 mars 2004, Paris, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine et de l'Union Latine Éditeurs, 2004, p. 21 et Michaud, É., *op. cit.*, p. 60. Sur l'histoire du concept de latinité, voir aussi Traimond, B., « L'idée latine : l'invention d'un projet », in *La Latinité en question*, *op. cit.*, p. 172-180.

vées du latin, qu'il décrivait comme des langues de l'« Europe latine »¹². Lorsque, un peu plus tard, il proposa une dénomination commune pour cet ensemble d'idiomes, il employa l'expression de « langues néo-latines », déjà utilisée en 1826 par Friedrich Diez, le fondateur de l'enseignement des langues romanes en Allemagne. Désormais, Raynouard privilégia l'hypothèse d'un groupe de langues dérivées d'un latin populaire. Diez, qui enseignait à l'université de Bonn, poursuivit ces travaux et banalisa l'expression de « langues romanes »¹³.

Le terme « latin » prit une valeur nouvelle dans l'*Introduction à l'histoire universelle* (1831) de Jules Michelet, où celui-ci montrait qu'une union entre les peuples de « langues latines » (Espagne, France, Italie) leur permettrait de retrouver le rôle prépondérant jadis joué par l'Empire romain, ainsi que dans les *Lettres sur l'Amérique du Nord* (1836) de l'économiste saint-simonien Michel Chevalier¹⁴. Ces textes faisaient écho à des idéologies pan-nationalistes alors en voie de formation, comme le panslavisme. Des utopies néo-latines virent bientôt le jour¹⁵. Dans *Le Panlatinisme. Confédération gallo-romaine et celto-gauloise. Alliance fédérative de la France, la Belgique, etc.* (1862), Prosper Vallerange inventa le terme de panlatinisme et donna le premier rôle aux peuples de l'Empire romain, comme les Gaulois, alors mis à l'honneur par Napoléon III¹⁶. Le sous-titre de cet ouvrage était « Tableau des populations européennes, rangées par races ou familles de langues ». En ce milieu du siècle, qui vit le triomphe de l'anthropologie physique, l'expression de « race latine » désignait de plus en plus couramment le groupe, supposé racialement homogène, des peuples « latins ». Le Second Empire mena une politique de promotion de l'idée latine qui s'esquissa lorsque la France, favorisant Cavour et le royaume du Piémont plutôt que les Républicains, soutint les révoltes en cours dans la Péninsule italienne contre la domination autri-

¹² Pommier, É., *op. cit.*, p. 60. Paru en 1821, le dernier tome du *Choix des poésies originales des troubadours* s'intitulait *Grammaire comparée des langues de l'Europe latine, dans leurs relations avec la langue des troubadours*.

¹³ Pommier, É., *op. cit.*, p. 60.

¹⁴ *Ibid.*, p. 19-20.

¹⁵ La première, semble-t-il, fut proposée par le docteur Claude-François Lallemand dans un ouvrage paru en 1843, *Le Hachych*, où, prenant position contre l'Europe du Congrès de Vienne, ce professeur à la faculté de médecine de Montpellier développait le rêve d'une Fédération des peuples en une sorte de nouvel Empire romain fondé sur un principe de libre association. Voir Barthe, R., *L'idée latine*, Toulouse, Institut d'Études occitanes, [1950] 1962, p. 28 sq. et Pommier, É., *op. cit.*, p. 23.

¹⁶ Sur l'ouvrage de Prosper Vallerange, *Le Panlatinisme. Confédération gallo-latine et celto-gauloise. Alliance fédérative de la France, la Belgique, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grèce, etc. Nouvelle édition, accompagnée de documents et renseignements nouveaux sur l'Italie, la Hongrie, la Roumanie, la Pologne, la Ruthénie, le Panslavisme, etc.*, Paris, Passard, 1862, voir Barthe, R., *op. cit.*, p. 40 et Pommier, É., *op. cit.*, p. 26. Prosper Vallerange était le pseudonyme de François-Lubin Passard.

chienne¹⁷. Elle s'affirma avec la construction du canal de Suez, l'intervention au Mexique en décembre 1861 et l'aide que le régime napoléonien apporta en Espagne aux adversaires de toute réforme libérale. Ces initiatives suscitérent un discours panlatin que véhicula notamment la *Revue des races latines* (mai 1858-mars 1864). Créée par le propagandiste du Second Empire Gabriel Hugelmann, cette revue, d'abord intitulée *Revue espagnole et portugaise* (février 1857) puis *Revue espagnole, portugaise, brésilienne et hispano-américaine* (mai 1857), se tourna rapidement vers l'Amérique du Sud. Dès avril 1857, sa mission était clairement énoncée : « On aura beau nous vanter la race anglo-saxonne, nous soutiendrons et nous prouverons que la race latine lui est supérieure, et que les anciennes colonies espagnoles et portugaises, indépendantes aujourd'hui, sont appelées à des destinées plus brillantes que celles des États-Unis. »¹⁸

Au milieu du XIX^e siècle, en France, l'idée latine fut également promue par les partisans d'une renaissance littéraire régionaliste. Fondé en 1854 par des Provençaux autour de l'écrivain Frédéric Mistral, le Félibrige tenta à partir des années 1860 de créer un réseau de coopération entre les pays « latins », fondé sur les parentés linguistiques des parlers romans, et noua notamment des alliances avec le mouvement de la renaissance catalane¹⁹. Les travaux sur le provençal et divers idiomes « néo-latins », ainsi que sur leurs expressions littéraires, prirent surtout leur essor avec la création à Montpellier, en 1869, d'une Société des langues romanes par le comte Charles de Tourtoulon et Alphonse Roque-Ferrier, grâce au concours du Félibrige, et la fondation, l'année suivante, de la *Revue des langues romanes*. Le lancement en 1872 par deux disciples de Diez, Paul Meyer et Gaston Paris, de *Romania, recueil trimestriel consacré à l'étude des langues et littératures romanes*, compléta ce dispositif. Au lendemain de la défaite de 1870, la latinité prit une orientation anti-allemande et connut un succès croissant dans les milieux fédéralistes et antirépublicains. *L'Ode à la race latine* que Frédéric Mistral prononça en 1878 lors des fêtes latines à Montpellier fit date²⁰. À la fin du XIX^e siècle, le qualificatif « latin » circulait largement dans les groupes régionalistes du Midi.

¹⁷ Voir *Napoléon III et l'Italie. Naissance d'une nation 1848-1870*, cat. expo. du musée de l'Armée, 9 octobre 2011-15 janvier 2012, Paris, Nicolas Chaudun, 2012.

¹⁸ Ramus, L., « Amérique du Sud », in *Revue espagnole et portugaise. Religion, histoire, littérature, sciences, arts, industrie, finances, commerce*, 5 avril 1857, p. 687-688.

¹⁹ Ripert, É., *Le Félibrige*, Marseille, Jeanne Laffitte, [1924] 2004, p. 184 ; Mauron, C., *Frédéric Mistral*, Paris, Fayard, 1993, p. 174-176.

²⁰ Sur les positions politiques de Mistral, voir Mistral, F., *Écrits politiques*, textes recueillis par René Jouveau et Pierrette Berengier, Biblioutèco Mistralenco, Edicioun-Prouvènço D'Aro, 1989. Voir en particulier les lettres du 9 mars 1871 (à Saint-André Taillandier) p. 76-77, 9 mars 1871 (à P. Meyer) et 20 mai 1871 (à P. Meyer également), p. 80-81, dans lesquelles, pour enrayer la décadence française, il appelle à revenir aux « vieilles mœurs, à l'autorité de la famille antique et à l'amour du sol natal », à la « liberté des provinces » contre le centralisme jacobin, et à la religion contre « les sottises » des révolutions.

L'idée d'une latinité transnationale se concrétisa enfin lorsque le félibre montpelliérain Charles de Tourtoulon, qui fonda en 1882 le Félibrige de Paris, lança *La Revue du monde latin* pour travailler à l'alliance de ce monde avec l'Angleterre et les États-Unis contre la puissance germanique²¹. De la parenté des langues latines, on passa à l'espoir d'une alliance entre les peuples « latins ».

Venu lui-même du Félibrige, Charles Maurras, qui fut l'un des collaborateurs de *La Revue du monde latin*, allait donner une cohérence nouvelle à ces données idéologiques hétéroclites²². Suite aux bouleversements provoqués par l'affaire Dreyfus, la latinité triompha dans les rangs de ceux qui croyaient à la nécessité d'un redressement de la France. Le mouvement royaliste, anti-égalitaire et antisémite de l'Action française, dont Maurras fut l'un des principaux inspirateurs, développa ce mythe fédérateur qui favorisa la constitution de réseaux maurrassiens transnationaux en Belgique, en Suisse romande, en France, en Italie et en Catalogne²³. Néanmoins, les partisans de cette latinité a-historique tenaient pour négligeables les réalités contemporaines. L'Action française considérait ainsi avec condescendance l'Italie libérale. Rome seule comptait. Elle incarnait une société aristocratique, garante de l'ordre social, autrement dit un projet essentiellement politique dont l'Église avait assuré la pérennité, et auquel la France avait pour mission historique de redonner vie. Sur le terrain colonial, la vision d'une latinité civilisatrice permettait en revanche d'exalter le « retour » d'une Algérie latine au sein de la civilisation romaine en des termes ouvertement raciaux, comme le montre le roman du maurrassien Louis Bertrand, *Le sang des races* (1899).

La formation en 1882 de la Triple-Alliance entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie allait cependant longtemps compromettre tout rêve d'union entre le peuple français et le peuple italien. En France, le projet d'un front latin face aux mondes « anglo-saxon » et germanique ne fut de nouveau envisagé qu'à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle sous l'impulsion de diplomates comme Gabriel Hanotaux, auteur en 1903 de *La paix latine*. Il y eut dès lors sinon une politique latine, du moins une politique méditerranéenne dont la neutralité puis l'intervention des Italiens aux côtés de l'Entente en 1915 furent l'aboutissement²⁴. Aux buts de guerre traditionnels s'ajouta l'idée d'un « bloc latin » uni contre la menace germa-

²¹ Cette revue parut à partir de septembre 1883. Voir Barthe, R., *op. cit.*, p. 103.

²² Sur Maurras et le Félibrige, voir Giocanti, S., *Charles Maurras félibre : l'itinéraire et l'œuvre d'un chantre*, Paris, L. de Montalte, 1995.

²³ Pomeyrols, C. et Hauser, C. (dir.), *op. cit.*, et Dard, O. et Grunewald, M. (dir.), *op. cit.*

²⁴ Ferragu, G., *Camille Barrère, ambassadeur de France à Rome et le rapprochement franco-italien de 1898 à 1914*, thèse de doctorat, université de Paris X-Nanterre, 1999 ; Le Moal, F., « La France et l'Italie, deux visions de la civilisation et du système international européen ? 1870-1914 », in *Revue d'histoire diplomatique*, n° 4, 2008, p. 379-397.

nique, à laquelle les maurrassiens rendirent un large tribu, de même que des intellectuels comme Maurice Barrès et Gabriele d'Annunzio²⁵.

Au lendemain du conflit, une association d'Union latine se mit en place sous la présidence de Raymond Poincaré pour prolonger la solidarité entre les États « latins » en organisant des voyages et des expositions et en publiant un *Bulletin de l'Union latine*²⁶. En février 1923, enfin, fut créée à Paris la revue *Latinité* dans le but de défendre l'union des peuples « latins » dans la continuité de la guerre²⁷. L'« union sacrée des sœurs latines » contre la germanité devait selon ses partisans poser les bases d'un ordre européen stable. Le concept de latinité joua en particulier un rôle important au sein des nombreuses associations d'anciens combattants. Néanmoins, après la guerre, les dissensions nées des traités de paix entraînèrent de nouvelles tensions entre Paris et Rome. La discorde à propos du yougoslavisme²⁸ et la politique révisionniste de

²⁵ Pendant toute la guerre, la puissance mobilisatrice de la latinité fut telle que l'académicien Francis Charnes, chroniqueur politique à *La Revue des Deux Mondes*, évoqua l'existence d'une « diplomatie latine » qui traduisait sur le terrain des réalités une représentation avant tout culturelle. Les publications et les actions qui se développèrent achevèrent de renforcer ce concept. L'écrivain Paul Adam, fondateur en 1917 d'une éphémère ligue de la Fraternité intellectuelle latine, alla jusqu'à qualifier les soldats italiens de « Latins » qui luttèrent contre la barbarie germanique : voir Adam, P., *La Terre qui tonne, France-Italie*, Paris, Chapelot, 1917. La *Revue des nations latines* (*Rivista delle nazioni latine*, pour l'édition italienne), qui parut sous la direction des professeurs de littérature Guglielmo Ferrero et Julien Luchaire entre mai 1916 et avril 1919 et à laquelle collaborèrent quelques personnalités prestigieuses comme Gaetano Salvemini, Giuseppe Prezzolini ou Benjamin Crémieux, illustre cet usage d'un terme qui gommait les différences nationales au profit d'un sentiment de parenté culturelle. En 1918, fut également créée à Milan la revue *L'Idée Latine*, dont le directeur était l'un des rédacteurs du *Popolo d'Italia*, le journal de Mussolini, qui adopta un ton très antigermanique mais qui disparut en 1920. Voir Mastellone, S., « L'idea di Latinità (1914-1922) », in Duroselle, J.-B. et Serra, E. (dir.), *Italia e Francia dal 1919 al 1939*, Milan, Franco Angeli, Istituto per gli studi di politica internazionale, 1981, p. 16-18.

²⁶ Fascicule de l'Union latine, CADN, archives rapatriées de l'ambassade de France à Rome-Quirinal, c. 1277.

²⁷ « Notre but », in *Latinité. Revue du monde latin politique-mondaine-artistique-financière*, n° 1, 15 février 1923, p. 1. Durant sa brève existence, cette revue, dont la tâche était de justifier la politique française vis-à-vis de l'Allemagne, publia aussi des rubriques mondaines et culturelles. Sa couverture fut dessinée par Umberto Brunelleschi : voir Dauriac, C., « Les grands artistes italiens. Umberto Brunelleschi », *ibid.*, n° 2, 5 mars 1923, p. 11. La sympathie de cette revue pour l'Italie fasciste s'exprime notamment dans Delamare, G., « Vers le bloc latin », *ibid.*, n° 4, 20 avril-5 mai 1923, p. 7-8, où on lit par exemple (p. 8) : « plus le monde va vers la démocratie, vers le nivellement, plus l'inquiétude populaire souhaite la venue d'un chef. [...] Étant donné que la loi des associations et des solidarités paraît être la seule qui régisse dorénavant le vieil univers, n'y a-t-il pas lieu d'envisager, entre les nations méridionales, la constitution d'un accord fondé sur des similitudes de races ? »

²⁸ Le Moal, F., *La France et l'Italie dans les Balkans (1914-1919) : le contentieux adriatique*, préface de Georges-Henri Soutou, Paris, L'Harmattan, 2006.

l'Italie fasciste²⁹, qui refusait le diktat du traité de Versailles, inquiétèrent rapidement Paris. Ces tensions condamnèrent progressivement tout projet d'union, tout en donnant à l'espérance des partisans d'une entente latine une urgence nouvelle : l'Action française voyait pour sa part d'un œil nouveau l'Italie fasciste qui témoignait à ses yeux de la justesse et de la fécondité de sa propre doctrine.

De son côté, le régime fasciste italien développait un discours agressif contre les démocraties et en premier lieu contre la France issue de la Révolution de 1789. Au lendemain de la proclamation de la dictature, en 1925, Mussolini put déclarer :

Nous représentons un principe nouveau dans le monde, nous représentons l'antithèse nette, catégorique, définitive, de tout ce qui relève du monde de la démocratie, de la ploutocratie, de la maçonnerie, du monde, pour le dire en un mot, des immortels principes de 89. [...] Ce que le peuple français a fait en 1789, l'Italie fasciste, qui prend l'initiative dans le monde, qui tient un autre discours au monde, et qui gardera l'initiative, l'a fait aujourd'hui³⁰.

La promotion et la défense de l'italianité primaient dans les discours et une alliance entre la France républicaine et l'Italie fasciste était loin d'aller de soi.

Le rapprochement franco-italien des années 1930

Dans la seconde moitié des années 1920, les relations bilatérales furent caractérisées par une méfiance réciproque. La Conférence de Locarno (octobre 1925), qui tenta de poser les bases d'une nouvelle ère de paix, raviva les différends entre les deux anciennes alliées³¹. L'Italie n'allait cesser de dénoncer la politique de rapprochement avec l'Allemagne du ministre français des Affaires étrangères, Aristide Briand, dans laquelle elle ne voyait qu'une ruse au service des ambitions hégémoniques de la

²⁹ Burgwyn, H. J., *Italian Foreign Policy in the Interwar period, 1918-1940*, Westport, Prager, 1997 ; Collotti, E., *Fascismo e politica di potenza. Politica estera 1922-1939*, avec la collaboration de Nicola Labanca et Teodoro Sala, Milan, La Nuova Italia, 2000 ; Pastorelli, P., « Il revisionismo fascista verso la Francia », in Rainero, R. (dir.), *Aspetti e problemi delle relazioni tra l'Italia e la Francia*, Milan, Unicopli/CUESP, Comité franco-italien d'études historiques, 2005, p. 241-245.

³⁰ Discours du 7 avril 1926, cité dans Cuzzi, M., *Antieuropa. Il fascismo universale di Mussolini*, Milan, M&B Publishing, 2006, p. 39-40 : « Noi rappresentiamo un principio nuovo nel mondo, noi rappresentiamo l'antitesi netta, categorica, definitiva di tutto il mondo della democrazia, della massoneria, di tutto il mondo, per dire in una parola, degli immortali principi dell'89. [...] Quello che nel 1789 ha fatto il popolo francese, ha fatto oggi l'Italia fascista, che prende l'iniziativa nel mondo, che dice una parola nuova al mondo, e che conserverà questa iniziativa. »

³¹ Napolitano, M. L., *Mussolini e la Conferenza di Locarno (1925) : il problema della sicurezza nella politica estera italiana*, Urbino, Montefeltro, 1996.

France en Europe³². L'appel de Briand à la création d'une fédération européenne, en septembre 1929, se heurta à un front de refus dont elle fut l'une des principales instigatrices.

Pour autant, la latinité ne fut jamais complètement oubliée, aussi bien en France qu'en Italie. Dans l'esprit de ses partisans, elle apparaissait en effet comme le fondement d'une alliance qui devait empêcher la ruine de la civilisation par des barbaries nouvelles dont le nationalisme allemand et le bolchevisme étaient les principales manifestations³³. L'Italie intégra ce concept de « civilisation » dans la conduite de sa politique étrangère³⁴, où la latinité avait toute sa place. Par leur héritage gréco-romain, la France et l'Italie devenaient des remparts aux menaces barbares venues de « l'Orient ». Charles Maurras, partisan d'une fédération latine, écrivait déjà en novembre 1925 :

Plus que jamais les fils de la louve romaine ont besoin de se serrer les coudes pour défendre l'antique héritage. La barbarie fait cercle autour de la latinité européenne ; elle menace même, par des voies détournées, la Latinité d'Amérique. Seule une action concertée, une union constante de tous les Latins pourra sauver le monde de ce cataclysme³⁵.

Il s'agissait de préserver la force de l'héritage commun, sans renier les spécificités des peuples et des nations. De son côté, Mussolini n'abandonna jamais cette idée de latinité. Alors qu'une entente franco-allemande commençait à prendre forme, il revint sur cette prétendue parenté qui devait permettre de lever tous les obstacles à un rapprochement franco-italien. En 1927, lors d'une interview avec le journaliste Pierre Grivel, correspondant d'un quotidien tunisien, il donna une explication faisant typiquement allusion à la proximité entre Français et Italiens :

Avec un Français, nous sommes immédiatement en confiance, sur un plan identique. Nous voyons en lui un frère, quelqu'un de chez nous. Avec un Anglais nous devons déjà faire un effort pour le comprendre et pour être compris de lui ; avec un Allemand la différence s'accroît encore et c'est un abîme qui nous sépare d'un Russe [...]. Voilà pourquoi, notre ménage France et Italie pourra par moments baigner dans une atmosphère orageuse,

³² Guillen, P., « L'échec d'un rapprochement franco-italien dans les années 1926-1929 », in Migliazza, A. et Decleva, E. (dir.), *Diplomazia e storia delle relazioni internazionali. Studi in onore di Enrico Serra*, Milan, Giuffrè, 1991, p. 321-337 ; *idem*, « Les vicissitudes des rapports franco-italiens dans les années vingt », in Decleva, E. et Milza, P. (dir.), *La Francia e l'Italia negli anni venti : tra politica e cultura*, Milan, SPAI, 1996, p. 123-133.

³³ Massis, H., *Défense de l'Occident*, Paris, Plon, 1927.

³⁴ Ostenc, M., « La notion de civilisation dans la politique étrangère italienne 1914-1943 », in *Revue d'histoire diplomatique*, n° 2, 2009, p. 98-112.

³⁵ Texte de Charles Maurras de novembre 1925 publié dans la revue *Latinité* en novembre 1929 et repris dans Maurras, C., *Soliloque du prisonnier*, Paris, La France latine, 1963, p. 61.

connaître des heures de bourrasque, jamais nous n'irons jusqu'à la brouille, parce que nous sommes des frères qui se disputent parfois, mais qui s'aiment bien malgré tout³⁶.

Ces considérations paraissaient de bon augure pour tous ceux qui défendaient la latinité. Déjà pendant la Grande Guerre, le futur chef de l'Italie fasciste avait multiplié les professions de foi francophiles. Dans *Il Popolo d'Italia* du 14 juillet 1918, il avait par exemple insisté sur les liens tissés par quatre années de combat qui avaient renforcé le sentiment d'appartenance des deux nations à une commune tradition latine³⁷. Même s'il émit rapidement des doutes sur la possibilité de constituer un « bloc latin » après la victoire, estimant qu'il était nécessaire de travailler avant tout à construire une plus grande Italie, il en évoqua régulièrement l'idée tout au long des années 1920.

La latinité redevint ainsi un enjeu de politique internationale auquel le projet de construire une Europe latine, récurrent dans le discours italien, donna progressivement consistance. Ce dessein ambitieux dépendait en grande partie de la position respective de l'Italie et de la France vis-à-vis de l'Allemagne, un facteur qui conditionna les relations franco-italiennes jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Si, dans chacun des deux pays, les partisans d'une entente latine développaient des discours nationalistes hégémoniques, ils cherchaient aussi à légitimer une alliance à la fois défensive et offensive, longuement mûrie par d'intenses débats intellectuels transnationaux. Côté français, les partisans d'une alliance franco-italienne se recrutaient essentiellement dans les rangs des opposants à toute politique d'apaisement avec l'Allemagne. Proche de la Fédération républicaine et de la Ligue des patriotes de Pierre Taittinger, le journal *L'Ordre*, par exemple, ne voyait de salut que dans une union avec l'Italie fasciste. La presse maurrassienne et certains grands quotidiens parisiens qui adoptèrent des positions italophiles comme *Le Petit Parisien* ou *Le Petit Journal* défendaient la même position.

Jusqu'à la mort de Briand en 1932, Rome et Paris ne trouvèrent aucun terrain d'entente³⁸. En France cependant, face à la montée du nazisme qui menaçait le *statu quo* européen³⁹, les radicaux, revenus au pouvoir la

³⁶ Cité dans *idem*, *Les vergers sur la mer. Attique, Italie et Provence*, Paris, Flammarion, 1937, p. 132.

³⁷ Mastellone, S., *op. cit.*, p. 17.

³⁸ Minardi, S., *Italia e Francia alla conferenza navale di Londra del 1930*, Caltanissetta, S. Sciascia, 1989 ; *idem*, *Il disarmo navale italiano (1919-1936) : un confronto politico-diplomatico per il potere marittimo*, Rome, Ufficio storico della marina militare, 1999 ; Giustibelli, S., *Europa, paneuropa, antieuropa. Il dialogo tra Francia democratica e Italia fascista nell'epoca del memorandum Briand (1929-1934)*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2006.

³⁹ Bucciante, G., *Verso gli accordi Mussolini-Laval. Il riavvicinamento italo-francese fra il 1931 e il 1934*, Milan, Giuffrè, 1984.

même année, commencèrent à envisager un rapprochement avec l'Italie : la célébration d'une commune civilisation « latine » permit à nouveau de mettre en scène une possible réconciliation. La nomination d'Adolf Hitler comme chancelier en Allemagne, en janvier 1933, incita finalement les gouvernements qui allaient se succéder dans un climat d'instabilité politique croissante à rechercher une alliance avec Mussolini. À l'inquiétude que suscitait en France la perspective d'un réarmement de l'Allemagne répondait dans l'Italie fasciste la crainte d'être concurrencée comme modèle politique. Une nouvelle période s'ouvrit alors dans les relations entre les deux pays. Début 1933, la nomination à Rome, pour une ambassade de six mois, du sénateur radical-socialiste Henry de Jouvenel marqua un tournant. Sa mission était de régler les tensions entre Paris et Rome et de trouver les bases d'un accord⁴⁰. Celui-ci vit le jour en juin 1933 avec la signature du Pacte à Quatre entre la France, l'Italie, l'Allemagne et le Royaume-Uni, qui prévoyait un règlement commun des problèmes européens. Même s'il resta lettre morte en raison de conflits d'interprétation entre la France et l'Italie, puis du départ de l'Allemagne de la Société des Nations en octobre de la même année⁴¹, ce Pacte permit aux gouvernements français et italien de jeter les fondements d'une alliance que manifesta avec éclat, à l'automne, le premier voyage officiel de parlementaires français dans la Péninsule depuis l'arrivée des fascistes au pouvoir⁴².

Dès 1933, les initiatives en faveur d'une union franco-italienne se multiplièrent et, en Italie, les discours sur la latinité se firent de plus en plus pressants. Pendant l'été, la propagande dans les deux pays présenta le Pacte à Quatre comme une entente européenne. À partir de l'automne, elle célébra les vertus d'une Europe latine, définie comme une entente régionale permettant de faire contrepoids à l'Europe germanique⁴³. Le comte Charles de Chambrun, le successeur d'Henry de Jouvenel au palais Farnèse, poursuivit ces efforts qui aboutirent aux accords de Rome signés par Pierre Laval et Benito Mussolini le 7 janvier 1935⁴⁴. En avril de la

⁴⁰ Sur la mission d'Henry de Jouvenel à Rome, voir Dampierre, R. de, « Dix années de politique française à Rome (1925-1935) », in *La Revue des Deux Mondes*, n° 22, 15 novembre 1953, p. 258-269 ; Serra, E., « La Francia, l'Italia e il Patto a Quattro », in *Affari Esteri*, n° 9, janvier 1971, p. 138-155 ; Vaisse, M., « La mission de Jouvenel à Rome (janvier-juillet 1933) », in Duroselle, J.-B. et Serra, E. (dir.), *op. cit.*, p. 85-99 ; Manigand, C., *Henry de Jouvenel*, Limoges, PULIM, 2000, p. 229-273.

⁴¹ Girault, R. et Frank, R., *Turbulente Europe et nouveaux mondes. Histoire des relations internationales, Tome 2 : 1914-1941*, Paris, Masson, 1988, p. 191 ; Duroselle, J.-B., *Histoire des relations internationales de 1919 à 1945*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 157.

⁴² Poupault, C., « Espérances et ambivalences du premier voyage officiel de parlementaires français en Italie fasciste (1933) », in *Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, n° 15, mars 2011, p. 162-174.

⁴³ Voir par exemple les articles en ce sens parus dans *La Nuova Italia* pendant l'été 1933.

⁴⁴ De Chambrun, C., *Traditions et souvenirs*, Paris, Flammarion, 1952, p. 158-163 ; Milza, P., « Le voyage de Pierre Laval à Rome en janvier 1935 », in Duroselle, J.-B. et

même année, les représentants de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni se retrouvèrent à Stresa, sur les bords du lac de Garde, pour pérenniser une alliance face à l'Allemagne. Les discussions entre Français et Italiens y furent particulièrement cordiales⁴⁵.

Lever les obstacles politiques et diplomatiques ne pouvait néanmoins suffire à assurer un rapprochement durable entre la France et l'Italie. Plusieurs groupements se mobilisèrent pour gagner l'opinion. L'organisation la plus ancienne, le Comité France-Italie, né à la veille de la Première Guerre mondiale, puis tombé en sommeil, avait repris son activité en 1929 sous la présidence du peintre Albert Besnard, membre de l'Académie des Beaux-Arts et de l'Académie française et ancien directeur de la Villa Médicis, et la vice-présidence du journaliste maurassien Jean Rivain, qui en fut alors le principal animateur. Le rôle de ce Comité allait être déterminant⁴⁶. Les noms des ressortissants des deux pays qui le composaient reviennent dans plusieurs des études réunies ici : on y rencontre, aux côtés des ambassadeurs français et italien, les académiciens Pierre de Nolhac, devenu son président au début des années 1930, et Louis Madelin, qui lui succéda à sa mort en 1936, ainsi que de nombreux journalistes, littérateurs et artistes – comme Filippo Tommaso Marinetti, très actif en France durant cette période –, conservateurs de musée etc. qui faisaient partie de ce groupement dévoué à la cause latine. Certains d'entre eux, côté français, venaient des rangs des partisans d'une Europe unie, à l'exemple du sculpteur Paul Landowski, membre de la Coopération européenne, une organisation dont le comité français était dirigé par le mathématicien Émile Borel⁴⁷. Beaucoup cependant étaient

Serra, E. (dir.), *op. cit.*, p. 237-242 ; Lefebvre d'Ovidio, F., *La questione etiopica nei negoziati italo-franco-britannici del 1935*, Rome, Pixel Press, 2000, p. 5-19 ; Strang, G. B., « Imperial Dreams : The Mussolini-Laval Accords of January 1935 », in *The Historical Journal*, vol. 44, n° 3, septembre 2001, p. 799-809.

⁴⁵ Aloisi, P., *Journal (25 juillet 1932-14 juin 1936)*, traduit de l'italien par Maurice Vaussard, introduction et notes de Mario Toscano, Paris, Plon, 1957, p. 265 ; Noël, L., *Les illusions de Stresa. L'Italie abandonnée à Hitler*, Paris, Éditions France-Empire, 1975, p. 63 et p. 68-69. Au début de l'été, une entente militaire et une coopération des services d'espionnage français et italiens virent également le jour : voir Forcade, O., *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2008, p. 341-343.

⁴⁶ En 1933, le Comité possédait huit sections en exercice : Alger, Avignon, Bordeaux et Sud-Ouest, Lyon, Marseille-Provence, Nîmes, Poitou, Toulouse-Pyrénées. Un groupement, en voie de formation, allait en outre réunir les adhérents de Reims, Nancy et Metz sous la présidence du maréchal Lyautey.

⁴⁷ Sur Paul Landowski (1875-1961), voir notamment Compère-Morel, T. (dir.), *Paul Landowski. La pierre d'éternité*, cat. expo., Péronne, Historial de la Grande Guerre, 2 mars-25 avril 2004, Paris, Somogy, 2004 et Musée du Petit Palais, *Paul Landowski. Le temple de l'homme*, Petit Palais, musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris, 7 décembre 1999-5 mars 2000, Paris, Paris-Musées, 1999. Sur son engagement au sein de la Coopération européenne, voir Landowski, P., *Journal* (à paraître). Sur ce groupement, voir Guieu, J.-M., « Émile Borel et la Coopération européenne. L'engagement européen

des proches de l'Action française ou des sympathisants des droites nationales. La cérémonie de clôture de l'année virgilienne et mistralienne qui se déroula le 25 mars 1931 à la Sorbonne sous la présidence du sénateur Mario Roustan, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et d'Albert Besnard illustre l'esprit de la fraternité latine à la veille du rapprochement franco-italien⁴⁸. La première partie, intitulée *De Virgile à Mistral, vingt siècles de latinité*, vit se succéder notamment des discours de Marinetti et de Jean Rivain sur Léonard de Vinci et la lecture de la « Roma Æterna » de Pierre de Nolhac. La deuxième fut consacrée à la question de « l'humanisme » et à la déclamation de l'*Ode à la race latine* de Mistral. La troisième à l'éloge de l'écrivain provençal, en présence de l'historien de l'art Eugenio d'Ors, de l'Académie royale d'Espagne, dont la participation à la plupart des manifestations de la latinité donnait à celles-ci leur caractère proprement « latin »⁴⁹. Fut enfin rendu public un *Manifeste des Intellectuels latins*, signé par des membres du Comité France-Italie comme les écrivains Louis Bertrand, Abel Bonnard et Massimo Bontempelli, les critiques d'art Camille Mauclair et Ugo Ojetti, ou encore le baron Philippe de Zara, mais aussi, par exemple, par François Coty, le très fascinant directeur du *Figaro*, Raymond Escholier, futur conservateur du musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris, Louis Hautecœur, alors conservateur en chef du musée du Luxembourg, Paul Landowski, futur directeur de la Villa Médicis, et Mario Roustan⁵⁰. Tous allaient être des acteurs de premier plan des échanges culturels franco-italiens dans les années suivantes. Beaucoup d'entre eux allaient aussi rendre publique leur adhésion au fascisme, à commencer par les deux principaux dirigeants du Comité France-Italie, Pierre de Nolhac et Philippe de Zara, ou exprimer leur sympathie pour le régime d'ordre qui avait rendu sa puissance à l'Italie.

De surcroît, avec l'ouverture des négociations qui allaient aboutir au Pacte à Quatre, de nouvelles organisations virent le jour. En janvier 1933, un Groupe parlementaire France-Italie fut constitué par Théodore Valensi, député de la Haute-Saône. Nombre des parlementaires qui participèrent au voyage évoqué plus haut appartenaient précisément à cette formation. Fondé en juillet 1933, le Groupe sénatorial France-Italie était quant à lui

d'un grand mathématicien français, des années vingt aux années quarante », in *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, n° 5, été 1998, consultable en ligne : <http://ipr.univ-paris1.fr>.

⁴⁸ Poupault, C., « L'esprit latin à l'épreuve des relations internationales. Renaissance latine et espoir d'alliance franco-italienne (1915-1940) », in *Silène*, revue en ligne www.revue-silene.com du centre de recherches en « Littérature et poétique comparées » de l'université de Paris Ouest-Nanterre-La Défense, 14 mai 2012.

⁴⁹ Sur Eugenio d'Ors, héritier du panlatinisme des auteurs catalans de la *Renaixença*, voir notamment González Calleja, E., « Noucentisme, catalanisme et arc latin », in *Actes sud/La pensée du Midi*, traduction de Claude Bleton, 2000/1, n° 1, p. 44-51.

⁵⁰ Voir « "Recours à l'humanisme". On lira aujourd'hui en Sorbonne le "Manifeste des Intellectuels latins" », in *Comœdia*, 25 mars 1931, p. 4.

présidé par Mario Roustan. Nice, qui fut un pôle particulièrement actif des échanges culturels entre la France et l'Italie, accueillit notamment un Centre universitaire méditerranéen, qui fut créé en février 1933 à l'initiative du maire de cette ville, Jean Médecin, et dont le premier directeur fut le spécialiste de littérature italienne Maurice Mignon (1882-1962), lui-même membre du Comité France-Italie. Eurent également un rôle important dans la promotion de l'idée latine des associations comme la Ligue d'Union latine créée en 1930 par Raoul Follereau, un proche des ligues nationalistes, qui fonda une revue, *L'Œuvre latine* (1928 à 1939). Plus largement, les campagnes qui commencèrent alors à se développer en faveur de l'amitié entre les deux peuples « latins » offrirent une opportunité de se faire entendre aux partisans d'une troisième voie qui surent utiliser les canaux de la communication gouvernementale pour diffuser leurs discours antiparlementaires et antidémocratiques⁵¹.

En Italie, la création le 15 juillet 1933 des *Comiti d'Azione per l'Universalità di Roma* (Comités d'Action pour l'Universalité de Rome – CAUR) dans le but de créer un réseau de propagande à l'étranger capable d'influer sur les opinions, permit d'accroître l'attraction du fascisme italien et de contrebalancer celle du nazisme⁵². La notion de latinité fut utilisée par les fascistes comme un thème efficace vis-à-vis de la France. Celui-ci trouva un écho très favorable auprès des ligues nationalistes⁵³. Fin 1933, la création d'un Comité Italie-France, sous la direction du sénateur Borletti, un puissant industriel milanais, permit d'appuyer cette action.

En conséquence, la propagande culturelle en faveur d'une « Europe latine » allait connaître un rapide développement au cours de l'année 1933 et atteindre son apogée en 1935, au lendemain de la signature des accords de Rome. Dans cette seconde phase, les rituels désuets de la fraternité latine firent place à l'organisation d'événements culturels qui prirent la dimension de manifestations de masse. La guerre d'Éthiopie, à partir d'octobre 1935, dégrada les rapports entre les deux alliées sans entraîner de rupture définitive. L'attaque italienne fut même bien reçue dans certains journaux français⁵⁴. Le divorce franco-italien n'intervint qu'un an

⁵¹ Ce fut le cas notamment de la revue *L'Amour de l'art*, que dirigeait depuis 1931 un jeune conservateur du Louvre, René Huyghe, qui était le disciple de Louis Hautecœur. Sur l'idéologie de « troisième voie » de cette revue, voir Fraïche, C., « *L'Amour de l'art*. Une revue "ni droite ni gauche" au début des années 1930 », in Froissart, R. et Chevreffils Desbiolles, Y. (dir.), *Les revues d'art : formes, stratégies et réseaux au XX^e siècle*, préface de Pierre Watt, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 255-279.

⁵² Cuzzi, M., *op. cit.* Selon l'auteur, l'accession d'Adolf Hitler au pouvoir fut la cause directe de l'acceptation de ce projet par Mussolini (p. 86).

⁵³ *Idem*, « I Comitati d'Azione per l'Universalità di Roma (CAUR) e la Francia », in Rainero, R. (dir.), *op. cit.*, p. 227-240.

⁵⁴ Ralph Schor rappelle par exemple que le journal conservateur *l'Éclairer de Nice* soutint l'Italie et qu'en avril 1936 Camille Mauclair put y affirmer que les armées

plus tard, à partir de l'automne 1936. La victoire fasciste en Abyssinie, la proclamation de l'Empire, ainsi que le succès du Front populaire aboutirent alors à la décision, par les Français, de rompre les discussions avec l'Italie que Mussolini souhaitait pourtant poursuivre⁵⁵. La France rappela son ambassadeur à Rome et le gouvernement fasciste l'imita au bout de quelques mois. Peu à peu, en Italie, la notion de latinité fut discréditée, comme on le voit entre autres dans les revues⁵⁶. Les relations diplomatiques franco-italiennes ne reprirent qu'après les accords de Munich fin septembre 1938. Un nouvel ambassadeur fut envoyé à Rome en la personne d'André François-Poncet mais les tensions étaient telles que les négociations furent très laborieuses⁵⁷. Pendant deux ans, les rapports entre les deux pays continuèrent à se détériorer tandis que l'entente entre l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie devenait de plus en plus concrète. Le 10 juin 1940, en pleine tourmente militaire et après de nombreuses hésitations, l'Italie déclara la guerre à la France.

Les échanges culturels franco-italiens : des tensions des années 1920 au rapprochement des années 1930

Les textes qui suivent s'ouvrent sur les débats et controverses qui se développent après la Première Guerre mondiale. Ces débats éclairent en effet les accommodements à venir, non seulement parce qu'ils en révèlent l'ampleur mais aussi parce qu'ils permettent de comprendre comment le

italiennes mitrailleraient seulement les bourreaux abyssins et non leurs esclaves : Schor, R., « La presse niçoise face aux revendications territoriales de l'Italie fasciste (1922-1939) », in Decleva, E. et Milza, P. (dir.), *Italia e Francia : i nazionalismi a confronto*, Milan, Franco Angeli, Istituto per gli studi di politica internazionale, 1993, p. 134-146. Dans la grande presse parisienne, certains journaux comme *Le Petit Parisien*, *Le Journal* ou *Le Matin* étaient globalement favorables à l'Italie pendant le conflit et hostiles aux sanctions votées contre elle à la Société des Nations : Violle, N., *L'image de l'Italie et des Italiens dans la presse populaire parisienne 1926-1939*, thèse de doctorat, université de Paris 3-Sorbonne nouvelle, 1997, p. 452.

⁵⁵ Jouvenel, B. de, *Un voyageur dans le siècle 1903-1945*, Paris, Robert Laffont, 1980, p. 259-262 ; De Felice, R., *Mussolini il Duce. Gli anni del consenso (1929-1936)*, Turin, Einaudi, 1974, p. 749-752 ; Poupault, C., « Amitié "latine" et pragmatisme diplomatique. Les relations franco-italiennes de 1936 à 1938 », in *Relations internationales*, n° 154, juillet-septembre 2013, p. 51-62.

⁵⁶ Hermetet, A.-R., *Les revues italiennes face à la littérature française contemporaine. Étude de réception (1919-1943)*, Paris, Honoré Champion, 2003, p. 92-94.

⁵⁷ François-Poncet, A., *Au Palais Farnèse. Souvenirs d'une ambassade à Rome 1938-1940*, Paris, Fayard, 1961, p. 20-23 ; Bolech Cecchi, D., *Non bruciare i ponti con Roma. Le relazioni fra l'Italia, la Gran Bretagna e la Francia dall'accordo di Monaco allo scoppio della seconda guerra mondiale*, Milan, Giuffrè, 1986, p. 1-55 ; Serra, M., « Le relazioni italo-francesi dalla missione François-Poncet alla guerra », préface, in François-Poncet, A., *A Palazzo Farnese. Memorie di un ambasciatore a Roma, 1938-1940*, traduit du français par Tiziana Gambardella, Florence, Le Lettere, 2009, p. 11-58.

langage du fascisme italien pénétra progressivement celui de nombreux acteurs culturels français.

À travers le cas d'un disciple italien de Rodin, le sculpteur Alfredo Pina, actif à Paris mais sollicité par Mussolini dès le début des années 1920 pour réaliser un projet de *Monument à Dante Alighieri*, Barbara Musetti analyse tout d'abord les modes d'appropriation, dans le contexte de l'Italie fasciste, du classicisme moderne dont la France se proclame le centre. Cet exemple de transfert culturel témoigne encore, avec un temps de retard, du rôle de Paris comme lieu de légitimation de l'art moderne, mais il montre aussi les conditions concrètes de reformulation de cette modernité classique à un moment où le régime fasciste s'empare des enjeux artistiques. Bientôt l'émulation fait place à une rivalité ouverte. Des polémiques éclatent, comme celle sur l'art « magique » que retrace Beatrice Sica dans un texte où elle examine les conflits d'interprétation autour de la notion de « magie » qui mettent aux prises les surréalistes français et des Italiens comme Massimo Bontempelli. De plus en plus, on assiste à une véritable confrontation. À l'heure où le gouvernement fasciste utilise la politique d'équilibre européen engagée en 1925 lors de la Conférence de Locarno pour s'affirmer face à Paris, c'est dans la capitale française, rappelle Roberta Proserpio, que le journaliste Gualtieri di San Lazzaro lance une revue, *Les Chroniques du jour*, et les éditions du même nom dans le but de défendre l'identité de l'art italien. Dans un premier temps, la revue célèbre les artistes italiens avec d'autres représentants de l'École de Paris, appellation réservée aux étrangers pratiquant un art d'inspiration française. Mais bientôt les Éditions des Chroniques du jour vont s'avérer un puissant instrument de promotion de l'art italien contemporain en France. La catégorie même d'École de Paris est soumise à un important processus de redéfinition. Massimo De Sabbata reconstitue ainsi les stratégies du sculpteur Antonio Maraini, devenu le secrétaire général de la Biennale de Venise, pour minorer la représentation de la France dans cette manifestation internationale et combattre le « cosmopolitisme » de l'École de Paris en réduisant celle-ci à une mosaïque ethnique. Le groupe des Italiens de Paris, qui réunit des peintres comme Giorgio de Chirico, Renato Paresce, Gino Severini, Mario Tozzi et Alberto Savinio, contribue largement à cette entreprise. Tozzi et Paresce organisent en particulier à la Biennale de Venise de 1928 une exposition dédiée à une École de Paris dont « l'École française » n'est plus qu'une composante.

Au début des années 1930, des convergences idéologiques commencent cependant à s'affirmer. Maddalena Carli étudie la réception en France de l'Exposition de la révolution fasciste, inaugurée à Rome à l'automne 1932. Les réactions, notamment de la presse française, à cette exposition de propagande témoignent de la faveur grandissante que la politique du régime et la figure du *Duce* rencontrent dans un pays naguère peu intéressé

par sa « sœur » italienne. L'action du Comité France-Italie est décrite par Christophe Poupault, qui montre selon quelles modalités il contribua à un rapprochement culturel qui jeta les bases d'une entente politique. Si l'action culturelle française en Italie se renforce, les manifestations culturelles italiennes connaissent un essor sans précédent en France. La propagande fasciste porte une grande attention au monde des lettres, dont le prestige est alors au plus haut. Amotz Giladi s'intéresse à l'action du poète Lionello Fiumi au sein de la Dante Alighieri, l'une des institutions travaillant à la diffusion de la culture de « l'Italie nouvelle » à l'étranger. Dans un périodique qu'il dirige entre 1932 et 1940, *Dante : revue de culture latine*, Fiumi accueille des écrivains italiens et français mais aussi d'autres auteurs « latins » qui participent à la construction d'une latinité transnationale. Dans le domaine des arts visuels, qu'étudie Catherine Fraixe, les efforts pour bâtir des réseaux favorisant un processus de fascisation sont tout aussi intenses. Au début des années 1930, le critique Waldemar-George, l'un des principaux promoteurs des Italiens de Paris, et fasciste déclaré, devient ainsi l'un des relais en France du « fascisme universel » dont Mussolini encourage désormais le développement.

En 1933, alors que se précise un rapprochement entre la France et l'Italie, se mettent enfin en place de vastes programmes de propagande exaltant leur commune latinité. Marie Frétiigny étudie les acteurs français et italiens qui organisèrent à Paris à la fin de cette année cruciale une *Exposition des peintres romains* placée sous le patronage d'Henry de Jouvenel et du ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts, Anatole de Monzie. Cette collaboration est mise en évidence dans le catalogue qui s'ouvre sur un extrait d'un texte de Mussolini paru dans l'*Encyclopédie italienne* et une préface de Waldemar-George exaltant les forces nouvelles d'une Europe latine. Lucia Piccioni revient sur les Italiens de Paris qui s'étaient d'abord réclamés de « l'italianité » et qui sont désormais présentés comme des ambassadeurs d'une latinité qui autorise le monde de l'art français à louer leur « art magique », expression de cette renaissance latine. Catherine Fraixe poursuit cette analyse du rapprochement culturel et idéologique entre les deux pays en s'arrêtant sur une série de donations d'art contemporain italien faites par l'intermédiaire du Comité France-Italie ou de son pendant, le Comité Italie-France, entre 1932 et 1936. Elles aboutissent à l'ouverture de plusieurs salles d'art fasciste dans des musées français. Le cinéma est également l'un des outils privilégiés de la diplomatie culturelle du régime mussolinien, comme le rappelle Francesca Cavarocchi qui relate comment les exportations de films italiens en France servirent des objectifs d'expansion commerciale et idéologique. Ce tableau des actions menées pour légitimer l'entente franco-italienne s'achève sur l'évocation de deux figures centrales de la scène artistique italienne qui jouèrent un rôle de passeurs entre la France et l'Italie. Emmanuel Mattiati évoque la trajectoire de Curzio Malaparte qui à la fin des années 1930 se

réclame d'un surréalisme méditerranéen éternel, projet hautement ambigu qui lui permet tout à la fois d'affirmer l'antériorité d'un surréalisme italien et de renouveler les techniques d'écriture du roman. Les pages consacrées par Laura Iamurri à l'historien de l'art Lionello Venturi, exilé à Paris où il s'engage dans les rangs de l'organisation antifasciste Giustizia e Libertà, permettent au bout de ce parcours d'entrevoir la situation des exilés italiens dans un pays où la voix des promoteurs d'un « ordre nouveau » gagnait en puissance.